s'être soumis à une autorité déchue, d'avoir agi dans l'intérêt d'un seul homme au détriment de la nation, et de perdre tout le fruit de la campagne par cette condescendance. Cependant Filisola n'hésita pas : il préféra s'exposer aux reproches du ministère et à la sévérité des ordonnances militaires, plutôt que de devenir odieux aux nombreux amis de Santa-Anna, et il se retira en attendant des instructions de Mexico. Il fut rappelé pour être jugé par la cour martiale, et le général Urera prit à sa place le commandement en chef de l'expédition.

Dès lors la guerre du Texas traîna en longueur. La misère et la maladie décimaient les rangs des Mexicains, et la désertion réduisait l'armée à un corps d'observation insignifiant, tandis que la jeune république, reconnue par le cabinet de Washington, croissait en population et en force sous la protection de sa sœur aînée.

La nouvelle constitution mexicaine avait été jurée au commencement de 1837, et le vœu des départements avait porté à la présidence Anastase Bustamante [1]. A peine ce fonctionnaire eut-il pris possession du palais national, que des révoltes éclatèrent sur plusieurs points. Ugarte à San-Luis, Urrea en Sonora, Gordiano Guzman en Michoacan, Mejia à Tampico, troublèrent tour à tour la paix des populations, et donnèrent de sérieuses inquiétudes au gouvernement.

L'année 1838 amena encore de plus grands embarras au Mexique. La France, pour appuyer les ré-

[1] 19 avril 1837.

clamations de son ministre, dut envoyer une escadre dans les eaux du golfe, et bloquer les ports de la république du côté de l'orient. Le baron Deffaudis avait pris ses passe-ports, et s'était embarqué pour retourner en Europe; il rencontra la flotte, aux ordres du capitaine de vaisseau Bazoche, et revint avec elle pour intimer l'ultimatum de la France au gouvernement mexicain. La réponse n'ayant donné aucune solution à la question, le blocus commença et dura huit mois.

Enfin le contre-amiral Baudin parut devant Vera-Cruz à la tête de plusieurs bâtiments de guerre. Il était accompagné du prince de Joinville, montant la corvette *la Créole*. Bustamante envoya à Jalapa le ministre des affaires étrangères Cuevas pour porter des propositions au plénipotentiaire français. Il offrait de payer les 600,000 piastres d'indemnité réclamées par la France; mais il refusait d'obtempérer à tout autre article de l'ultimatum (42). Baudin, de son côté, ne voulut rien céder; les conférences furent rompues. Au moment où ils se séparaient, le marin jeta au légiste une menace de guerre, qui fut bientôt suivie de l'exécution.

Le 27 novembre, le fort d'Ulua fut attaqué et pris après une défense de trois heures, en présence de vingt-sept bâtiments de la marine royale britannique, accourus sur le théâtre des hostilités pour être témoins du fait d'armes, et pour appuyer plus dignement la médiation offerte par le commodore et par M. Pakenham. La corvette du prince, la frégate *l'Iphigénie* et

deux bombardes avaient seules pris part à l'action.

La prise d'Ulua (43) n'améliora pas l'état de nos affaires au Mexique; il ne fut rien accordé à la France de plus qu'il ne lui avait été promis auparavant. Bien loin de là, un décret d'expulsion avait été lancé contre tous les citoyens français résidant dans le pays, et les dommages causés par ce bannissement subit surpassaient de beaucoup ceux dont notre flotte était venue demander la réparation (44). Baudin dut se repentir alors de ne pas avoir accepté les concessions qui lui avaient été faites aux conférences de Jalapa; il n'avait point de troupes de débarquement, et le Mexique lui opposait une force d'inertie difficile à vaincre. Sa position était devenue fort embarrassante.

Pressé d'en finir, par un avis secret de Louis-Philippe, il se résigna à la démarche la plus humiliante pour un militaire français : malgré l'ordre formel du ministère de n'admettre d'aucune manière la médiation anglaise, il s'y soumit néanmoins, et accepta, après les funérailles des malheureux défenseurs d'Ulua, la seule satisfaction qui lui eût été offerte avant l'attaque, au mépris du sage précepte de Fénelon : « Avant que de se jeter dans le péril, il faut le prévoir et le craindre; mais quand on y est, il ne reste plus qu'à le mépriser. »

Longtemps après, les Français qui habitaient le Mexique rougissaient encore de honte chaque fois qu'on leur rappelait la fanfaronnade de Baudin. Longtemps saigna la blessure faite à leur amour-propre national par la lettre et par les circonstances du traité.

Délivré de l'agression française, le gouvernement mexicain ne jouit pas pour cela de beaucoup de tranquillité. Santa-Anna, mis en liberté par les Anglo-Américains au bout de quelque temps de captivité à Washington, était rentré dans ses foyers, et après la signature du traité de paix avec la France, il avait été appelé par *interim* à la présidence, le titulaire étant allé en personne pacifier les provinces d'orient. A peine installé au palais national, il dut envoyer un corps d'armée au-devant de Mejia, qui, échappant à Bustamante, s'avançait à marches forcées sur Mexico, à la tête des révoltés de Tampico. La division du général Valencia rencontra l'ennemi à quelques lieues au delà de Puebla, près du village d'Acajete, et le défit complétement : 600 hommes restèrent sur le champ de bataille, et 400 furent faits prisonniers. Le général Mejia lui-même tomba entre les mains des vainqueurs. Santa-Anna profita de l'occasion de se débarrasser d'un antagoniste redoutable, et le fit immédiatement fusiller. On s'accorde à dire que Mejia était l'officier le plus brave et le plus intelligent de l'armée mexicaine. Il mourut avec le stoïcisme d'un homme qui a toujours fait bon marché de sa vie.

Après ce désastre et cet acte de sévérité inaccoutumée, la tranquillité se rétablit au centre de la république. Mais l'Yucatan demeura en état d'insurrection; il s'était déclaré indépendant; les troupes du gouvernement général avaient capitulé à Campêche, et la ville avait été remise aux insurgés.

Quand on apprit ce dernier événement à Mexico,

les fédéralistes, persuadés que le moment était venu de porter le dernier coup au pouvoir de Bustamante, tramèrent un complot qui éclata le 15 juillet 1840. Urrea et Gomez Farias en étaient les chefs. Au point du jour les révolutionnaires surprirent le palais; les gens du peuple s'unirent à eux, ainsi qu'une partie des troupes du gouvernement. Le reste de la garnison se trouvait enfermé dans la citadelle. Le général Valencia en prit le commandement et marcha sur le palais.

Les Mexicains n'osent jamais attaquer à la baïonnette un point fortifié, quelque faible qu'il soit; le moindre parapet est pour eux un boulevard inexpugnable. Treize jours s'écoulèrent en vaine canonnade contre les murs du palais, en fusillade sans objet et conséquemment sans résultat. Quelques soldats périrent par accident plutôt que pour avoir affronté le péril; mais en revanche, une foule de personnes inoffensives furent victimes de ces jeux meurtriers (45).

Cependant ce mouvement révolutionnaire n'était point secondé au dehors : Urrea ne pouvait longtemps soutenir une lutte qui n'aboutissait à rien, et il entra en accommodement avec le pouvoir légal.

La capitulation qu'on lui accorda fut des plus avantageuses : le premier article garantissait non-seulement la vie, la sûreté des personnes qui avaient pris part à la révolte, mais encore la conservation des emplois qu'elles occupaient avant le 15 juillet. Le septième article portait que les bénéfices de la capitulation ne s'étendaient qu'aux Mexicains.

Or, quelques étrangers, la plupart Français, avaient pris les armes pour faire triompher la cause d'Urrea et de Gomez Farias, séduits par les grades qu'on leur avait offerts, et par le libéralisme des principes proclamés qu'ils avaient pris au sérieux; et les rebelles, en sauvant leur vie, abandonnaient lâchement leurs compagnons d'armes à la vengeance des vainqueurs! Comment se fier encore aux libéraux mexicains?

Un an après, le général Paredes s'insurgeait aussi à Guadalaxara contre le gouvernement, dont la dernière heure, cette fois, avait sonné. La chute de Bustamante et la réunion d'un congrès extraordinaire appelé à régler les destinées futures de la république étaient réclamés par le vœu public, dont le cri de guerre de Paredes n'était que l'écho. Santa-Anna seconda le plan de réforme, et Bustamante tomba enfin, après cinq semaines de désordres, de combat sans résultat, dans les rues de la capitale. Santa-Anna fut élu chef provisoire de la nation, et une assemblée de notables abolit la constitution de 1836.

Bientôt après les bases organiques, dites de Tacubaya, le rendirent tout-puissant : le septième article lui conférait tacitement la dictature. L'opinion publique s'en applaudit un moment : on fut tenté de croire qu'il emploierait son omnipotence à faire le bien, qu'il mettrait de l'ordre dans les finances, qu'il réformerait les tribunaux, qu'il réprimerait les abus de pouvoir des fonctionnaires publics, et qu'enfin il justifierait, par la sagesse et l'énergie de son gouvernement, la confiance sans limites qui lui était accordée.

C'était trop attendre de lui : quoiqu'il eût des velléités d'agir ainsi, il n'en eut pas le courage, et il n'en aurait jamais eu la constance. Il refusa de sévir contre les administrateurs, dans la crainte de s'en faire des ennemis; il eut même la faiblesse d'en accepter souvent des présents dont la valeur décelait assez leur infidélité dans le maniement des deniers de l'État; il livra les finances aux agioteurs; la corruption et le désordre parvinrent au comble, et l'opinion publique, trompée dans son attente, se prononça ouvertement contre lui le 6 décembre 1844.

Paredes s'étant soulevé à Guadalaxara contre Santa-Anna, celui-ci marcha contre les rebelles avec une quinzaine de mille hommes, les plus belles troupes qu'ait eues jusqu'alors la république. Mais à peine était-il arrivé à Lagos, que la ville de Mexico donna son adhésion au plan de Paredes; le congrès proclama la déchéance du président, et le général Herrera entra en fonctions comme chef provisoire de l'État.

Ce fut l'unique révolution faite par l'opinion publique qu'on eût vue depuis l'indépendance. La capitale se souleva spontanément. A l'exception de quelques créatures de Santa-Anna et des agioteurs anglais dont les intérêts se trouvaient lésés par sa chute, tous les partis semblaient confondus en un seul, et criaient à l'envi : « A bas le tyran! » La multitude se porta même à des excès. On avait élevé au cimetière de Santa-Paula un monument surmonté d'une urne dans laquelle était déposée la jambe du général, coupée par suite de la blessure qu'il avait reçue le 6 décembre 1838 : l'urne fut enlevée, et le membre mutilé fut livré aux outrages de la populace.

En apprenant ces événements, Santa-Anna contint mal sa colère, et jura de se venger. Aussitôt l'ordre de rétrograder fut donné à l'armée; et tandis qu'il revenait sur Mexico à marches forcées, la ville fortifiait ses barrières et la garde nationale prenait les armes. La résistance ne pouvait être bien sérieuse si les assiégeants eussent voulu combattre; mais Santa-Anna eut peur d'échouer; il voyait son étoile pâlir; il n'avait plus confiance ni en ses partisans, ni en ses soldats, ni en lui-même; et quand il arriva au bourg de Guadalupe, après être resté quelques jours dans l'inaction, il passa outre sans brûler une amorce, et se dirigea sur Puebla.

Cet acte de timidité acheva de le perdre dans l'opinion publique, car beaucoup en faisaient grand cas comme général, tout en le condamnant comme homme d'État. Aussi lorsqu'il se présenta devant Puebla, fut-il repoussé vigoureusement : la valeur des habitants de cette ville croissait en raison directe de l'abattement de leur héros déchu. Alors ne sachant plus que faire, Santa-Anna remit[1] à un autre le commandement des troupes, et partit pour Vera-Cruz par des chemins détournés; mais bientôt pris par les Indiens du côté de Jalapa, il dut au hasard d'échapper à leur fureur. Conduit au fort de Perote, il y fut retenu quelque temps prisonnier, après quoi il lui fut permis de s'embarquer pour la Havane.

[1] 11 janvier 1845.

Les élections portèrent définitivement Herrera à la présidence. Ce général était tout à la fois un des plus honnêtes militaires et un des plus dignes citoyens du pays; mais il n'avait ni grand savoir ni énergie suffisante pour le commandement. Cependant il sut s'entourer d'hommes recommandables, et parvint à étouffer, avec l'aide du colonel Uraga, la révolte de Rangel (46) en faveur de Santa-Anna; mais il ne put vaincre celle de Paredes, et tomba du pouvoir en décembre 1845.

Envoyé par Herrera pour repousser l'agression des Anglo-Américains, Paredes, de son quartier général de San-Luis Potosi, avait refusé obéissance au gouvernement, et marchant sur Mexico, il y était entré sans coup férir.

Paredes prétendait opérer une révolution radicale. Il croyait facile de préparer les voies à une monarchie étrangère, avec l'aide du clergé, de l'ancien parti *écossais*, qui avait pris le nom de *conservateur*, et de tous les citoyens fatigués des oscillations sans fin du système républicain. Son plan de réforme, daté de San-Luis, et les journaux de son parti rappelaient l'inutilité des efforts de la nation pour se constituer d'une manière stable sous le régime démocratique; ils montraient que, livré aux ambitieux et à la soldatesque, le pouvoir se verrait toujours exposé aux mêmes phases révolutionnaires qui causaient la faiblesse du gouvernement et la ruine de l'État, tandis qu'un monarque étranger, soutenu par les cours d'Europe, serait une garantie de force et de paix à l'intérieur comme à l'extérieur.

Tout cela était vrai; mais il n'était parlé qu'en termes généraux des avantages d'une monarchie étrangère, sans désigner le prince appelé à régner sur le pays, sans faire connaître les ressources dont il pourrait disposer et les sympathies qui pourraient lui être acquises. On désignait à la vérité, dans les salons de la capitale, le duc de Montpensier, nouvellement marié à l'infante doña Luisa Fernanda, pour le trône de Mexico : la France et l'Espagne pouvaient suffisamment étayer cette royauté; elles avaient aussi à elles seules les plus fortes sympathies du peuple mexicain; mais ce manque de franchise du gouvernement provisoire faisait douter de ses intentions; plusieurs soupçonnaient même Paredes d'aspirer à la couronne.

Or, pour qu'un peuple, las de la république, se laissât entraîner dans ce mouvement royaliste, il aurait fallu qu'il entrevît au moins la forme du but vers lequel il tendait. Ne voyant rien de précis, rien de calculé, rien de détaillé pour la réalisation de ce grand projet, la nation, étonnée de l'audace de Paredes, restait froide à son appel.

D'un autre côté, la majorité des citoyens le blâmaient fortement d'avoir saisi le moment où son devoir l'appelait à la frontière, pour renverser Herrera et proclamer des idées nouvelles, qui attireraient inévitablement sur le Mexique la colère des États-Unis, fort peu désireux de voir l'Europe se mêler des affaires de cette république.

Paredes répondait que la nation entière, à l'exception du gouvernement et d'un très-petit nombre

d'individus, n'entendait transiger d'aucune façon avec les États-Unis, et refusait obstinément de leur abandonner le Texas; que, forcé par l'opinion publique, le président avait envoyé sur les bords de la rivière du nord une armée d'observation dont il lui avait confié le commandement, et que néanmoins, dans le même temps, le président et le congrès paraissaient décidés à traiter avec le cabinet de Washington, et à sacrifier ce que la nation ne voulait céder à aucun prix. Mais quel rôle était laissé à l'armée arrivant en présence des Américains, alors qu'elle apprendrait qu'on avait donné gain de cause aux ennemis qu'elle venait combattre, et que la paix était signée? La volonté de tout un peuple demeurait ainsi enchaînée par celle de quelques hommes qu'on accusait publiquement de trahison envers la patrie.

Qu'avait donc fait Paredes dans des circonstances si graves? Il était venu se ranger du côté de la majorité qui réprouvait la conduite d'Herrera pour l'affaire du Texas; et il lui apportait le secours de son épée et de son armée, tout en indiquant un moyen plus efficace encore de conserver l'intégrité du territoire, celui d'intéresser les puissances d'Europe aux affaires du Mexique.

Les partis opposés n'alléguaient rien de bien valable contre la justification de Paredes, et ils eussent sans doute applaudi à sa rébellion, s'il n'eût posé pour base de son plan de réforme l'adoption d'un gouvernement monarchique. En un mot, que ce qui pouvait soulever la critique était admis comme légitime

par les libéraux, et ce qu'il y avait de raisonnable était rejeté par eux d'une manière absolue (47).

Le côté faible du projet de Paredes n'était certainement pas l'idée de demander un roi à l'Europe, mais bien l'inopportunité d'une pareille mesure. Or, c'était précisément ce dont on s'occupait le moins. L'apôtre de la royauté avait parlé et agi trop tard; il n'était plus temps de penser à élever un trône là où les fautes de la république avaient amené l'invasion américaine, et où la désorganisation de l'armée allait compromettre l'indépendance du pays. Le cabinet des Tuileries et celui de Madrid, en supposant qu'ils eussent été d'accord sur l'intervention, auraient vraisemblablement répondu aux envoyés de Paredes : « Terminez vos différends avec les États-Unis, et nous verrons après. » Il n'était guère problable qu'ils consentissent à donner un roi à Mexico, au moment où Matamoros et Monterey tombaient au pouvoir de Taylor.

Aussitôt que Paredes eut saisi les rênes du gouvernement, il s'appliqua à faire rentrer dans le trésor tous les fonds publics, à mesure qu'ils étaient perçus par les receveurs de la capitale et des départements; puis il suspendit les payements qui n'étaient pas de première nécessité. Ce parti extrême, souvent pris d'ailleurs par les gouvernements précédents, entraîna la banqueroute des agioteurs qui s'étaient le plus avancés. Mais lorsqu'on prête à cent pour cent par an, on doit être préparé à ces sortes de contre-temps.

Paredes voyait qu'il ne pouvait entreprendre une guerre sérieuse contre les Américains, qu'autant qu'il